PERSPECTIVES MOC

Bimestriel du MOC Luxembourg

Février - mars 2024

Numéro 138

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

11/698
Numéro d'agréation P501162
Numéro de Dépôt Arlon 1

2024, UNE ANNÉE CHARGÉE EN DÉFIS

Au sein de notre régionale des Equipes Populaires Luxembourg, les idées et projets se bousculent. Un début d'année c'est toujours : de bonnes résolutions, le temps de prendre des directions à suivre, des trajectoires à poursuivre, d'autres à construire ensemble.

Le contexte social que nous traversons depuis plusieurs années est souvent qualifié de difficile, c'est une des raisons pour lesquelles notre mouvement d'éducation permanente a toutes ses raisons d'exister. Entre les problématiques liées au logement dans nos communes rurales, la crise énergétique, le panier de courses qui s'amaigrit, les défis environnementaux et climatiques, les conflits mondiaux qui se répercutent dans nos chaumières, toutes sortes de débats émergent.

Nous nous réjouissons de voir cet engouement dans les discussions mais il nous semble essentiel de rester attentif à plusieurs choses. Nous nous efforcerons cette année encore à favoriser la cohésion sociale et à encourager toutes formes d'actions et de liens de façon à ne pas accentuer le repli qui se fait parfois ressentir dans nos contrées mais de manière plus générale également.

Dans un contexte de société que l'on qualifie souvent de tendu, un des enjeux majeurs est de ne pas se laisser tenter par la division.
L'objectif est de ne pas lutter chacun de son côté mais plutôt de fédérer toutes les forces pour converger vers plus de justice sociale. L'évolution de la sphère socio-économique de ces dernières années doit nous confronter à nos responsabilités en tant que mouvement d'éducation permanente et nous pousser à continuer d'accompagner les citoyens dans leurs désirs de plus de justice sociale, migratoire, climatique.
Les Equipes Populaires Luxembourg ont à coeur cette année de continuer dans cette voie. Lorsque le climat social est dégradé, pour différentes raisons, le risque est de chercher à désigner des coupables, chacun cherchant alors la justification de ses positionnements respectifs. Cette année est une année électorale et notre challenge est de pouvoir créer des ponts entre ces positionnements.

Il est important de continuer de construire une parole citoyenne collective qui alimentera nos revendications politiques au sein de notre régionale mais également vers notre mouvement dans son ensemble.
En pratique, nous nous efforcerons de rester à l'écoute et de retransmettre le plus justement possible les paroles de nos bénévoles et militant·es.

Notre plan de travail pour 2024 s'articulera autour de deux grandes thématiques qui sont : l'écologie populaire et la préservation de notre démocratie et du vivre ensemble. Ces thématiques seront travaillées sous divers angles d'approche avec nos groupes déjà actifs.

En ce qui concerne l'écologie populaire, nous poursuivons notre travail sur trois axes : une réflexion autour de la sécurité sociale de l'alimentation, un nouveau projet d'atelier « terrestre » de Bruno Latour et un état des lieux de celles et ceux qui ont choisi des modes de vie alternatifs sur notre territoire.

Pour ce qui est de la démocratie et du vivre ensemble, nous poursuivrons les rencontres autour du « parcours d'exil » et les interpellations politiques en ce qui concerne les problématiques liées à la migration; nous continuerons notre veille autour des discours populistes. De nouveaux collectifs citoyens verront le jour, notamment autour de l'antifascisme, avec lesquels nous pourrons élaborer de nouvelles actions et revendications envers nos responsables politiques. Il est à souligner que la particularité de notre régionale est de promouvoir et soutenir les différentes actions en utilisant des canaux artistiques tels que les fresques, la photo, la peinture ou tous autres moyens d'expression. Ceux-ci émanent de nos groupes et militant·es afin d'exprimer autrement leur vision d'une société plus juste. Nous mesurons également la chance de pouvoir être entouré·es d'un réseau de partenaires de qualité avec qui différents projets seront menés à bien tout au long de l'année.

Vous l'aurez compris, l'année sera bien remplie et on s'en réjouit.

Dominique Verhaeren, responsable régionale Équipes Populaires Luxembourg.

P. 1
Éditorial

P. 2-3
En bref dans nos organisations

P. 4-5
Faisons connaissance avec…
Sarah Pintus de l'ASBL Mode d'Emploi Luxembourg

P. 6-7-8
Dossier :
Élections 2024 : Démocratie en action

Édité avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles - Éditeur responsable : J.-N. Burnotte, Rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon

EN BREF DANS NOS ORGANISATIONS

MODE D'EMPLOI : NOUVELLES FORMATIONS EN FÉVRIER

FEMMES EN ORIENTATION : VISA POUR L'EMPLOI DU 5 FÉVRIER AU 28 JUIN À VIRTON

Cette formation permet aux demandeuses d'emploi de s'orienter et construire leur projet personnel et professionnel. Elle donne accès à 3 périodes de stage en entreprise afin de tester un ou plusieurs secteurs/métiers. On y travaille la confiance en soi, la gestion du stress et des émotions, les compétences en communication (...). On accompagne également en remise à niveau en français et informatique.

Formation proposée du lundi au vendredi à l'espace Cohésion (avenue Bouvier, 4B - 6760 Virton). Congé le mercredi après-midi et vacances scolaires. Distanciel le mercredi matin.

PLUS D'INFOS ?

Sarah Pintus
s.pintus@modedemploiasbl.be - 0495/40.40.95

CLÉS POUR LA FORMATION QUALIFIANTE GÉNÉRALE DU 13 FÉVRIER AU 05 JUILLET À ARLON

Cette formation s'adresse aux demandeuses d'emploi qui souhaitent reprendre une formation qualifiante (IFAPME, bachelier, promotion sociale...). Nous vérifions la faisabilité de leur projet de formation (bilan de compétences, mobilité...) et travaillons les compétences nécessaires à la reprise d'études : techniques d'apprentissage et de mémorisation, synthèse de texte, maintien de la motivation, traitement de données, français (...). Nous proposons également des simulations de tests d'entrée.

Formation organisée du mardi au vendredi au bureau Mode d'Emploi (rue des déportés, 41 - 6700 Arlon). Congé le lundi, mercredi après-midi et vacances scolaires. Distanciel le vendredi.

DU NOUVEAU AU NATIONAL

NOUVELLES PRÉSIDENCES MOC ET ÉQUIPES POPULAIRES

Le mardi 12 décembre, Ariane Estenne a été réélue à la présidence du MOC pour un deuxième mandat de quatre ans. Comme elle l'a réaffirmé dans son discours de réélection devant les membres du Conseil politique, la résistance démocratique restera le fil conducteur de son prochain mandat. Son premier mandat s'est clôturé par la tenue d'un congrès visant à redéfinir des lignes stratégiques d'ici à 2030 dans le contexte socialement tendu des transitions écologique et numérique. Elle entend à présent mettre ce chantier en action avec toutes les organisations constitutives autour de trois grandes orientations – post-capitaliste, avant-gardiste et internationaliste – avec la volonté de construire et renforcer l'action collective et participative, tout en articulant solidarités locales et internationales.

Il y a aussi du nouveau chez les Équipes Populaires. Au terme d'un vote serré, Charlotte Renouprez devient la nouvelle présidente. Cinq ans après avoir rejoint le mouvement, elle succède à Guillaume Lohest. Charlotte contribuait jusqu'ici à la vie du mouvement en travaillant sur les questions liées au logement. Sa détermination dans les combats menés et sa volonté de rendre visibles les difficultés rencontrées par la population renforcera les EP avec certitude.

Charlotte et Guillaume lors du Congrès - Elections des Équipes Populaires

BIM : QUI SONT-ILS ET COMMENT RÉDUIRE LE NON-RECOURS AUX DROITS ?

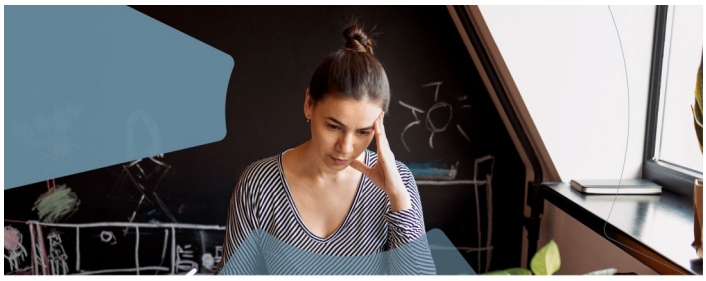
SÉANCE D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION DESTINÉE AU GRAND PUBLIC ET AUX PROFESSIONNELS

Informez-vous sur le statut BIM

Un avantage social méconnu qui pourrait améliorer votre accès aux soins et votre qualité de vie ! Beaucoup ignorent qu'ils pourraient bénéficier de remboursements plus élevés de la part de l'assurance obligatoire soins de santé (AO) grâce au statut de Bénéficiaire de l'Intervention Majorée (BIM). Initialement conçu pour les familles monoparentales, il a été étendu à tous les ménages à faibles revenus, offrant également des avantages tels que le tarif social énergie, des réductions dans les transports publics et bien plus encore.

Toutefois, souvent par manque d'information, de nombreuses personnes éligibles n'ont pas recours à cette aide. C'est pourquoi le Relais Familles Mono, la Mutualité chrétienne ainsi que ses partenaires organisent une séance d'information qui lui sera dédiée.

Cette matinée s'adresse non seulement au grand public, en particulier aux mères célibataires, mais aussi aux professionnels du monde associatif.



Mercredi 14 février de 9h à 12h15
À la Mutualité Chrétienne de Marche-en-Famenne
Avenue du Monument 8/A1, 6900 Marche

INFOS ET INSCRIPTIONS

Jonathan Schmitz
jschmitz.moclux@gmail.com - 063/ 21 87 33

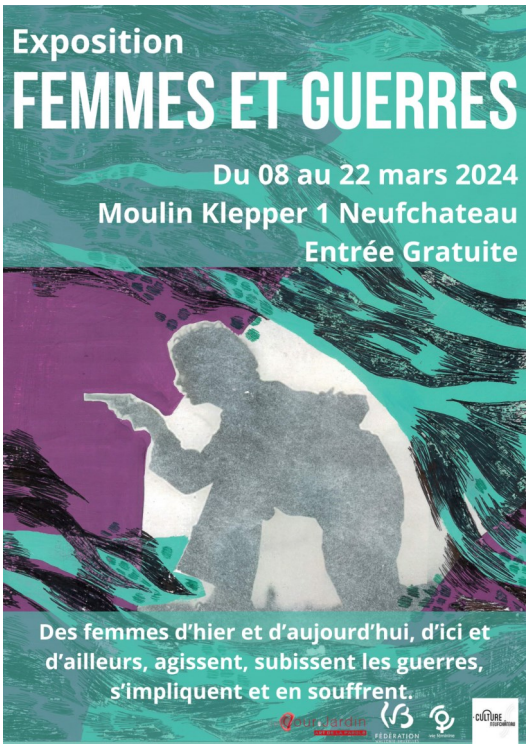
EXPOSITION FEMMES ET GUERRES : DU 8 AU 22 MARS À NEUFCHÂTEAU

VERNISSAGE ET ANIMATION LE 8 MARS À 18H30

L'exposition "Femmes et Guerres" met en lumière les rôles et les responsabilités des femmes pendant les conflits, les guerres et les révoltes, ainsi que les violences spécifiques qu'elles endurent.

Des femmes d'ici et d'ailleurs, d'aujourd'hui ou d'hier, quittent leur pays ou font tout pour y rester. Des femmes survivent, subissent, utilisent leurs corps pour résister, s'opposer. Des femmes s'oublient pour le bien de leurs enfants ou petits-enfants. Des femmes portent leurs voix pour qu'on ne les oublie pas. Vous pourrez découvrir leurs histoires à travers une mise en scène dynamique.

L'exposition a pu voir le jour grâce à la collaboration entre le Centre Culturel de Neufchâteau, Vie Féminine Luxembourg et ses bénévoles, ainsi que l'asbl deCouràJardin.



Un groupe de travail, issu de ce partenariat, a recueilli des témoignages, conçu et réalisé cette exposition. Cette initiative est née à la suite de la programmation de la pièce "Comme en 14... des femmes au poste" de Dany Laurent et jouée en novembre dernier par le Théâtre des Moulins (asbl deCouràJardin).

PLUS D'INFOS ?

Gaëlle Loupe
Animatrice Vie Féminine
antenne-centre-ardenne@viefeminine.be
063/22 56 25

FAISONS CONNAISSANCE AVEC ...

SARAH PINTUS

Coordinatrice pédagogique
et de projet

a.s.b.l. mode d'emploi

QUEL EST TON PARCOURS PROFESSIONNEL ?

J'ai occupé les postes de chargée de communication, représentante commerciale et chargée de mission avant d'intégrer le mouvement Vie Féminine (VF). Mon emploi d'animatrice m'a ouvert la voie vers un travail plus militant, à une période où je me questionnais principalement sur les enjeux écologiques. J'ai beaucoup apprécié ce travail de terrain aux côtés des femmes. Après trois années chez VF, une offre d'emploi interne comme coordinatrice à l'ASBL Mode d'Emploi (Centre d'Insertion Socio Professionnelle) de VF s'est présentée. Cette fonction m'a semblé être une suite logique dans mon parcours. C'est un travail très varié qui me permet d'exploiter et de développer de multiples compétences, tout en conservant un contact régulier avec les femmes. Je découvre également la gestion d'équipe, une facette exigeante de ce poste, particulièrement passionnante.

L'ACTUALITÉ CHEZ MODE D'EMPLOI ? DES SPÉCIFICITÉS EN PROVINCE DE LUXEMBOURG ?

Notre CISP (Centre d'Insertion Socioprofessionnelle) a obtenu un nouvel agrément pour dispenser ses formations auprès de la Région wallonne (2023-2028). Celui-ci inclut trois filières (Femmes en orientation - visa pour l'emploi, Clés pour la formation qualifiante générale, Clés pour la formation qualifiante spécifique). En Luxembourg, nous avons organisé notre première session Clés générale en 2023. La prochaine se tiendra de février à juin 2024. Cette formation a pour objectif de préparer nos stagiaires à la reprise de formations ou d'études (au programme : techniques d'apprentissage et de mémorisation, traitement de données, maintien de la motivation etc). C'est une offre unique en Sud-Luxembourg.

MODE D'EMPLOI LANCE DE NOUVEAUX PROJETS ?

Parmi les appels à projets rentrés, deux ont été validés : PMTIC (Plan Mobilisateur des Technologies de l'Information et de la Communication) et Bread & Roses (Du pain et des Roses) . Le premier nous permet d'accompagner les stagiaires dans l'acquisition de compétences numériques nécessaires à la réintégration sur le marché de l'emploi. Le second a pour objectif de rendre les métiers dits « traditionnellement masculins » plus accessibles aux femmes (construction, rénovation…). Le projet est déjà en cours, avec une campagne de communication (lancée le 11 décembre 2023) qui visibilise les femmes dans les métiers de la construction et des espaces verts. Mode d'Emploi est également occupé à mettre en place un service d'accompagnement à destination des femmes, des centres de formation et employeurs afin de permettre un accès plus durable aux femmes dans ces secteurs (tests métiers, aménagements des vestiaires/sanitaires, accompagnement des équipes…).

Visite du centre IFAPME Luxembourg avec le groupe « Clés pour la formation qualifiante » - Arlon, juin 2023.

COMMENT SE PROFILE 2024 ?

En région, nous prévoyons 7 formations sur l'année 2024. Ce sera donc un emploi du temps bien chargé pour l'équipe. Nous avons notamment 3 sessions liées à des appels à projets en partenariat avec le forem, qui nous amènent à côtoyer des bénéficiaires plus proches dans l'emploi, et à investir des localisations peu exploitées jusqu'ici (Bastogne et Marche-en-Famenne).

Les élections approchent : quelles réformes « basculantes » attendrais-tu des partis politiques pour favoriser l'insertion des femmes dans la société ?

La RCTT (Réduction Collective du Temps de Travail) avec maintien de la rémunération pourrait avoir un impact positif considérable sur le quotidien des femmes. Sachant qu'elles assument encore très majoritairement le soin des enfants, des personnes dépendantes et la charge domestique (travail non-rémunéré), une RCTT leur permettrait de dégager davantage de temps pour prendre soin de leur propre santé physique et mentale, et d'énergie pour se mobiliser et faire valoir leurs droits. De plus, la transparence salariale dans le secteur privé ou encore l'allongement du congé paternité - qui serait rendu obligatoire – permettrait également d'instaurer un climat plus favorable à la réduction des inégalités hommes-femmes. La solution ne se trouve pas dans une ou deux réformes basculantes mais plutôt dans un changement de paradigme global qui permette l'émergence d'une nouvelle mentalité et de moeurs différentes, et où notre place dans la société ne serait plus aucunement déterminée par notre genre.

Clôture formation Visa, présentation d'une oeuvre collective des stagiaires - Libramont, mars 2023.

Quelles sont les particularité à travailler dans un CISP, et plus précisément chez MDE ?

J'ai été agréablement surprise par la dimension humaine liée au travail des CISP. C'est un secteur assez méconnu, à la croisée de plusieurs mondes, qui réalise un travail social formidable. Chez MDE, nous accompagnons un public généralement assez fragilisé (monoparentalité, précarité financière, problème de santé, isolement, violences...) qui a vécu de nombreuses situations d'échec. Mon expérience chez MDE est courte mais j'ai rencontré pas mal de stagiaires qui nous ont dit avoir trouvé pour la première fois, un réel lieu d'écoute, un endroit où elles se sentent valorisées et capables. Au fil des semaines, on peut y voir des stagiaires évoluer, prendre des initiatives, dépasser leurs limites ... L'accompagnement en ISP, 3 à 5 jours/semaine, est un travail intensif et les formatrices nouent un réel lien de proximité et de confiance avec les bénéficiaires. La dynamique de groupe apporte aussi beaucoup aux stagiaires. Ce que j'apprécie chez MDE, c'est qu'en tant que CISP engagé, nous leur transmettons des balises qui leur permettent de décoder leur parcours de vie et la société avec une grille de lecture critique grâce à notre ancrage EPF (Education Permanente Féministe).

Comment se porte Mode d'emploi aujourd'hui, après une fusion globale en 2022 ?

Les 8 ASBL Mode d'Emploi (Brabant Wallon, Charleroi, Mons-La-Louvière, Liège, Luxembourg, Namur, Wallonie Picarde et la Coordination) ont fusionné en une unique entité juridique dont le siège se trouve à Namur. Cette fusion permet de renforcer l'identité collective, d'opérer des économies d'échelle et de pérenniser l'activité de notre CISP. Chaque région connaît des périodes tantôt prospères, tantôt plus complexes. Par exemple, les difficultés de recrutement de stagiaires peuvent être plus facilement compensées grâce à la mise en commun de notre total d'heures à réaliser chaque année dans le cadre de notre subventionnement CISP. Il y a aussi davantage d'échanges de ressources/bonnes pratiques et de soutien inter-régional.

C'est quoi être femme en 2024 selon toi ?

Aujourd'hui, être une femme … en situation de monoparentalité, c'est être exposée à davantage de précarité financière et d'isolement. Être une femme racisée, c'est connaître plus de difficultés pour trouver un emploi ou un logement qu'une femme blanche. Être une femme migrante en 2024, c'est subir, potentiellement, de graves violences sexuelles lors de son parcours. Être une femme trans, grosse ou handicapée, c'est rencontrer davantage de violences médicales qu'une femme cisgenre, mince, valide … Les formes d'oppressions et de discriminations vécues par les femmes sont multiples et liées à leur genre mais aussi à d'autres critères identitaires indissociables (classe sociale, origine, âge, orientation sexuelle …) qui viennent complexifier les réalités de chacune d'entre elles.

S'il n'y a pas qu'une manière d'être femme, nous demeurons en 2024, dans une société qui désavantage les femmes de façon structurelle (plafond de verre, sous-représentation des femmes au niveau politique et économique, charge du care, inégalités salariales, violences conjugales, culture du viol …). Être femme en 2024, c'est composer au quotidien avec cette situation. Il me semble toutefois important de pointer les avancées massives en matière de féminisme ces dernières années : mouvement MeToo, loi « Stop Féminicide », visibilisation des sujets féministes et des transidentités - qui viennent questionner les normes de genre - dans la sphère médiatique. Des trois systèmes de domination (capitalisme, patriarcat et racisme) combattus par le MOC, le patriarcat est sans aucun doute le seul en perte de vitesse aujourd'hui.

Interview : Marie-Christine Dewez

ÉLECTIONS 2024 : DÉMOCRATIE EN ACTION

Le 9 juin prochain, les citoyen·nes seront appelé·es à voter pour renouveler leurs représentant·es dans les parlements fédéral, régional, européen. Dans cette perspective, il importe de repréciser le contexte actuel et partant, de poser les objectifs du Mouvement ouvrier chrétien pour enfin citer deux grands moyens d'action. Pour conclure, nous vous proposons une synthèse des différents documents et lieux de formation et débats que le CIEP-MOC a concoctés. L'objectif est toujours celui de fournir, dans une logique d'éducation permanente, les clés de compréhension nécessaires permettant de poser un choix éclairé.

Il est évident que les choses ont fortement changé depuis 2019. L'enchevêtrement des crises (pandémie, guerre en Ukraine, migrations, inondations, crise énergétique …) met notre démocratie à l'épreuve. Si l'action politique n'est certainement pas simple à mener dans cette période et que la fragmentation politique et l'architecture institutionnelle de notre pays ne facilitent pas les choses, des crises comme celle du COVID n'ont fait que remettre encore plus en évidence les faiblesses de notre système politique, notre impréparation par rapport à celles-ci et une « fatigue démocratique » régulièrement évoquée. Pour ces sujets comme pour d'autres (vieillissement de la population, transition écologique, réforme fiscale d'envergure …), nous sommes interpellé·es par le retard pris par nos représentant·es poliitques pour mettre en place de véritables mesures progressistes à la hauteur des enjeux.

QUELS SONT LES OBJECTIFS POLITIQUES POUR LE MOC ?

1. Renforcer notre sécurité sociale et réduire radicalement les inégalités

Le MOC rappelle la priorité absolue que doivent être la sauvegarde et l'amélioration de notre modèle de sécurité sociale, dont la gestion paritaire est une dimension essentielle, alors que la pandémie de 2020 a rappelé à chacun·e toute l'importance d'un tel système. Pour le MOC, il est capital de restaurer des droits, mais aussi d'en conquérir de nouveaux, adaptés aux besoins sociaux, de relever les couvertures sociales dans l'ensemble des branches, en commençant par assurer des minima décents.

2. Une politique migratoire respectueuse des droits et du Droit

Notre constat est le suivant : notre pays n'est plus un État de droit, car il ne respecte plus ses obligations fondamentales, il laisse dans des situations indignes des milliers de personnes parmi les plus fragilisées, les personnes sans-papiers, les demandeur·euses d'asile, des enfants.

Le MOC demande la régularisation des personnes sans-papiers à travers la mise en place d'une commission indépendante ainsi que la fermeture des centres fermés.

3. Des mesures écologiques, sociales, énergétiques

La recherche de solutions face à l'effondrement écologique en cours, d'une part, et le combat pour plus de justice sociale, d'autre part, doivent être menés conjointement, dans le cadre d'une « transition juste ». Le gouvernement fédéral et les gouvernements régionaux doivent impérativement prendre le chemin d'une société décarbonée, résiliente et durable.

Une mesure prioritaire pour le MOC est la mise en place d'un pacte logement/énergie qui doit veiller à une meilleure coordination entre tous les niveaux de pouvoir.

4. Renforcer l'accès aux droits et aux services non marchands

Depuis plusieurs années, nous constatons la réduction des canaux de communication traditionnels (guichet, téléphone, papier) au sein des services publics sur l'ensemble du territoire. L'usage du numérique par défaut pour toute une série de services renforce les discriminations et accentue également un phénomène de non-recours aux droits. Celui-ci toucherait jusqu'à 50 % des personnes concernées, c'est-à-dire les personnes les plus défavorisées.

En effet, tout le monde ne dispose pas des mêmes compétences informatiques, du matériel nécessaire ou d'un accès à internet. Il est donc indispensable de garder des guichets physiques accessibles à tous·tes, ce qui n'empêche pas de proposer des alternatives numériques pour celles et ceux qui le souhaitent, tout en nous dirigeant vers l'automatisation des droits.

PAR QUELS MOYENS D'ACTION ?

La fiscalité

Le MOC témoigne son attachement à la restauration d'un État social adapté aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux contemporains. Cela nécessite de refuser l'austérité et de mettre fin au dumping, à l'injustice et à l'évasion fiscale qui réduisent les marges de manoeuvre budgétaires des États et exacerbent les inégalités. Plus de justice fiscale, en garantissant que chaque catégorie de revenu contribue à sa juste part, permettrait de réduire les inégalités et de mobiliser les moyens nécessaires pour financer un Green New Deal année après année.

Au niveau belge, l'injustice fiscale concerne en particulier la différence entre la taxation des revenus du travail et du capital, le manque de progressivité de l'impôt sur les personnes physiques, la multiplication des niches fiscales, la capacité pour les firmes transnationales de payer un taux effectif d'impôt des sociétés moins élevé que les PME, une fiscalité environnementale trop peu développée... On estime par ailleurs que la fraude et l'évasion fiscales coûtent chaque année quelque 30 milliards d'euros à l'État belge.

De même, notre régime fiscal permet aux revenus du capital de demeurer sous le « radar » de l'administration fiscale, ce qui « invisibilise » la véritable capacité contributive des différents citoyens et citoyennes. Par conséquent, ce sont les revenus connus (ceux des travailleur·euses) qui sont aujourd'hui beaucoup plus mis à contribution. Le constat que ce statu quo n'est plus tenable est de plus en plus partagé.

Taxer équitablement tous types de revenus des personnes physiques et les imposer de manière plus progressive, en exonérant les plus bas revenus (niveau fédéral).

Réduction collective du temps de travail (RCTT)

Réduire collectivement le temps de travail participe à la transformation du travail, de l'économie et de l'organisation de la société. La RCTT rend possible le ralentissement de la production tout comme une meilleure conciliation entre la vie professionnelle, la vie personnelle et la vie citoyenne. Elle ouvre des espaces d'autonomie qui peuvent à leur tour faciliter la conquête d'une plus grande autonomie dans l'activité professionnelle. Et nous ne trouverons pas de solutions réelles aux crises et défis (écologiques, sociaux, sanitaires, démographiques, démocratiques) sans une réduction collective et substantielle du temps de travail.

En effet, l'action sur les crises et leurs causes ne peut produire des résultats réellement positifs sans une remise en cause profonde du rapport au temps et sur l'allocation de celui-ci à chaque personne.

Dans une optique de meilleure articulation entre vie privée, vie citoyenne et vie professionnelle, l'augmentation des jours de congés annuels payés à minimum 25 jours [2]

Ainsi, la réduction collective du temps de travail est une mesure qui contribue à créer les conditions nécessaires aux transformations indispensables pour faire face à différents enjeux majeurs. La RCTT peut permettre une répartition équitable tant de la charge de travail de production (de biens, de services), que de la charge de travail de reproduction (dans les activités de soins notamment) et donne accès à du temps libéré pour la participation à la vie associative et démocratique[1]. Elle conduit à davantage d'émancipation par rapport à la logique productiviste et d'intensification du travail, tout en participant au défi écologique notamment par la réduction des pointes de trafic automobile et ferroviaire et par la décroissance d'une partie de la production.

La RCTT doit cependant être conçue et accompagnée de manière à ne pas servir à compenser l'intensification du travail et de mauvaises conditions de travail sur lesquelles il faut dès lors aussi agir, ou encore à renforcer l'assignation de rôles sexués ou liés à l'âge. Elle s'entend donc sans perte de salaire et avec embauche compensatoire.

En termes de conciliation vie privée/vie professionnelle, les besoins de la population sont également énormes alors que les dispositifs existants sont insuffisants. On pense notamment à l'absence de congés rémunérés lorsque les enfants sont malades ou de dispositifs permettant de faire face aux urgences familiales.

[1] Voir notamment la question du congé politique.

[2] En lien avec la revendication de la Ligue des Familles. Pour elle, il s'agit d'un « minimum pour permettre aux parents de répondre à leurs besoins essentiels en matière d'équilibre vie de travail et vie de famille. Mais il s'agit aussi de prévenir l'épuisement, les maladies, les burn-out parentaux et professionnels ».

ET EN LUXEMBOURG ?

En vue des élections fédérales et régionales de juin 2024, le MOC Luxembourg et ses organisations constitutives ont travaillé à l'élaboration d'un Memorandum reprenant 10 dossiers prioritaires :

1. La suppression du statut de cohabitant·e
2. L'offre de soins de première ligne
3. Le transport des patient·es
4. L'accès à un logement décent
5. Le manque de services adaptés aux besoins et aux droits des femmes
6. L'avenir de l'accueil de la petite enfance
7. Pour « une maison des services aux publics »
8. Rendre les emplois plus attractifs en province de Luxembourg
9. Développer le fret ferroviaire
10. La création d'un Conseil de développement en province de Luxembourg

CONTACT
Jean-Nicolas Burnotte
jnburnotte.moclux@gmail.com - 063/ 21 87 26

DES TABLES RONDES POLITIQUES

En avril et mai, seront organisées 5 tables-rondes politiques. Plus d'infos sur les thématiques abordées et les candidat·es présent·es dans le prochain Perspectives (Avril-mai)

18/04 - Débat politique **régional** - VIRTON
23/04 - Débat politique **fédéral** - LIBRAMONT
14/05 - Débat politique **Europe** - ARLON
23/05 - Débat politique **régional** - BASTOGNE
24/05 - Débat politique **CNCD** - MARCHE-EN-FAMENNE

DES CINÉS-DÉBATS

06/02 AUBANGE — VIVRE POUR DES IDÉES, VERS UNE NOUVELLE DÉMOCRATIE ?

27/02 ARLON — ÉLECTIONS, PIÈGES À CONS ?

29/02 VIRTON — LA BATAILLE DE L'EAU NOIRE

16/04 SAINT-HUBERT — VIVRE POUR DES IDÉES, VERS UNE NOUVELLE DÉMOCRATIE ?

21/05 SAINT-HUBERT — TU NOURRIRAS LE MONDE

DES ANIMATIONS

Pour aider à mieux comprendre les enjeux des élections 2024, le Ciep Luxembourg propose 4 animations simples et accessibles :

- La politique en Belgique : des partis pour quelles idées ?
- Le cadre institutionnel belge : comprendre ses rouages
- Quizz : la politique en Belgique
- L'Union Européenne : désamour ou méconnaissance ?

INFOS ET RÉSERVATION
Philippe Jungers
pjungers.moclux@gmail.com - 063/ 21 87 33

DES CONFÉRENCES

19/02 - LES CLÉS DE LA COMMUNICATION POLITIQUE

Avec **François Debras**, professeur associé au sein du « Centre d'Etudes Démocratie (ULiège).
ARLON

27/02 – VERS UNE DÉMOCRATIE RADICALE ?

Avec **Pierre-Etienne Vandamme**, chercheur et enseignant en philosophie politique (UCLouvain).
BASTOGNE

14/03 – LES ALGORITHMES SONT-ILS D'EXTRÊME DROITE ?

Avec **Jeremy Hamers**, docteur en arts et sciences de la communication (ULiège).
BASTOGNE

18/03 – UN CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT EN PROVINCE DE LUXEMBOURG ?

Avec **Toni da Costa**, coordinateur du plan territorial « Projet de Territoire Wallonie Picarde 2040 » et **Jean-Nicolas Burnotte**, secrétaire fédéral MOC Lux.
ARLON

21/03 – CAMPAGNE POLITIQUE 2.0 : QUAND LES « LIKES » REMPLACENT LES TRACTS.

Avec **Jehanne Bergé**, journaliste indépendante (Médor, Revue Politique) et membre de AD Lens, collectif d'activistes et de journalistes qui guettent les dépenses de publicité politique.
VIRTON

26/03 – EN ROUTE VERS L'ÉGALITÉ DES GENRES – REGARDS FÉMINISTES

Avec **Camille Wernaers**, journaliste indépendante pour les Grenades de la RTBF (entre autres) et **Sabine Panet**, rédactrice en cheffe d'Axelle Mag.
ARLON

PLUS D'INFOS
www.mocluxembourg.be